

Accueil > Monde > Quel avenir pour la Grèce ?

Joseph Stiglitz : «L'Allemagne n'a ni bon sens économique ni compassion»

CHRISTIAN LOSSON ENVOYÉ SPÉCIAL À ADDIS-ABEBA (ETHIOPIE) 15 JUILLET 2015 À 19:26



Joseph Stiglitz, en février. (Photo Ana Martinez. Reuters)

INTERVIEW Présent au sommet du financement du développement d'Addis-Abeba, le Prix Nobel américain remet violemment en cause la stratégie de Berlin dans la crise grecque et appelle à une refonte du système financier international.

Inlassable partisan d'une autre économie, l'Américain Joseph Stiglitz est présent à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement à Addis-Abeba, où le Prix Nobel d'économie 2001 milite pour une refonte radicale de l'architecture financière mondiale. Dans la capitale éthiopienne, on parle aussi beaucoup du «plan de sauvetage de la Grèce». Dans un entretien exclusif à *Libération*, l'ex-chef économiste de Bill Clinton, puis de la Banque mondiale, revient sur cette crise historique de la zone euro, qui met à mal, selon lui, les fondations de l'Europe.

Quel regard portez-vous sur l'accord et le nouveau plan d'aide pour la Grèce ?

Ce que l'Allemagne a imposé à coups de bâton est tout simplement inconcevable. C'est aussi de la très mauvaise politique économique. On va continuer à imposer des modèles qui sont contre-productifs, inefficaces et producteurs d'injustice et d'inégalités. Continuer à exiger de la Grèce qu'elle parvienne à un budget primaire en excédent [*hors paiement des intérêts de la dette, ndlr*] de 3,5 % du PIB en 2018 est non seulement punitif, mais aussi d'une stupidité aveugle. L'histoire récente de la Grèce l'a prouvé. Et cela va continuer à amplifier la dépression dans un pays qui a connu une chute de son PIB de 25 % depuis cinq ans. Au passage, je ne connais aucun autre exemple d'une dépression qui aurait été créée de manière aussi délibérée et dont les conséquences humaines auraient été aussi catastrophiques. Et on en remet une couche encore plus humiliante.

Que faut-il faire ?

On le sait, et même le FMI, l'organe le plus historiquement hostile à un tel processus, l'admet désormais : il faut une restructuration de la dette grecque ; mieux, un allègement. Mais l'Allemagne ne veut entendre parler ni de l'un ni de l'autre. Elle dit, dans ses paroles, qu'il faut remettre la Grèce sur ses pieds, mais milite pour une politique et impose un programme qui, dans ses actes, la mettra encore plus à genoux. L'intrusion dans la souveraineté d'un pays comme la Grèce, le diktat qu'on lui impose sont très dangereux. Les citoyens grecs ont élu un gouvernement qui s'est engagé à mettre fin à l'austérité. Ils ont voté par référendum contre un plan dit «d'aide» qui alimentait encore plus cette austérité. Et voilà que, par aveuglement, on tord le bras de son gouvernement et on lui impose malgré tout une nouvelle cure... Mais cela ne marchera pas plus avec la Grèce que cela a marché par le passé où de telles politiques suicidaires ont été imposées et appliquées.

On ne tire pas les leçons de l'histoire ?

C'est le pire, justement, dans ce feuilleton irrationnel ou trop rationnellement glacial ; le pire avec l'hypocrisie, et le manque de compassion : les leçons non tirées de l'histoire. L'Allemagne ne doit son rétablissement économique et sa croissance qu'à la plus grande annulation de dette jamais observée, en 1953. Et devrait avoir compris, depuis le traité de Versailles signé en 1919, les conséquences de dettes insurmontables. Elle n'a ni appris de la compassion ni du désastre de ces deux périodes clés de l'histoire.

Quelles conséquences cela peut-il avoir sur la zone euro ?

C'est un désastre. Si j'étais l'un des pays de la zone euro, je poserais la question que tous les économistes lucides posaient lors de la création de l'euro : que se passera-t-il en cas de choc asymétrique [*qui affecte de manière différente deux régions qui ont décidé de faire monnaie commune*] ? La question clé est la solidarité. Avec elle, on peut surmonter un tel choc. Mais l'Allemagne dit : «Pas question, si vous en subissez un, acceptez-en les effets.» Je ne voudrais pas être membre d'un club dont le leader ne montre aucune réflexion de bon sens économique, aucune solidarité, et, encore une fois, aucune compassion. Et dit : «Si vous subissez un choc asymétrique, vous mourrez.» On devrait assister à un mouvement politique puissant qui dénonce cela avec force, pas forcément avec ces mots, mais au moins avec cette philosophie, sinon cet événement sans précédent marquera sans aucun doute le début de la fin pour la zone euro.

C'est un virage crucial, il y aura un avant et un après «plan Grec» dans l'histoire de l'Europe et de la zone euro ?

Absolument. Pour les deux, et pas seulement la zone euro. Cette dernière a été créée pour que des pays se rapprochent. Désormais, elle les pousse à se déchirer et voit les éléments les plus forts dévorer les plus faibles. C'est la négation même de la zone euro que l'on a vue à l'œuvre. La question se pose : la zone est-elle encore réparable avec des dommages aussi importants ? On ne peut diriger une zone monétaire comme l'euro sans un minimum de vision, de lucidité et de solidarité. Si la BCE autorise les banques grecques à rouvrir et qu'un accord est renégocié, les blessures peuvent en partie se refermer. Mais si l'Allemagne réussit à utiliser cela pour, in fine, exclure la Grèce, les dégâts seront tellement profonds qu'ils seront irréparables. Certes, la politique de la zone euro n'a jamais été un projet très démocratique. La plupart des Etats membres n'ont pas cherché l'approbation de leurs citoyens pour remettre la souveraineté monétaire de la zone entre les mains de la BCE. Mais au moins, il y avait une vision commune, une forme d'entraide et de solidarité. Cette vision-là est révolue. Il est dans l'intérêt de l'Europe de changer de braquet sur la Grèce. Il faut qu'elle reconnaisse qu'il faut davantage d'aide, et moins de conditions drastiques. Sinon, on va vers la sortie de la Grèce de la zone euro. Cet échec serait d'autant plus grave que l'Europe devrait s'inquiéter de voir le sud-est

de l'Union si affaibli et vulnérable. La migration, les influences du Moyen-Orient, de la Russie, ou de la Chine rendront cette partie du monde encore plus fragile. Et si j'étais l'Europe, je ferais tout pour la renforcer.

Mais la zone euro, c'est aussi une question de pouvoir, de démocratie, pas que d'argent et d'économie ?

Bien évidemment. C'est une question de gouvernance politique. Mais elle n'existe pas ou, plutôt, elle ne sert aujourd'hui qu'une idéologie et une logique des seuls intérêts financiers, une alliance qui n'a jamais fait bon ménage. Le monde de la finance et les banquiers, les plus grands avocats du laissez-faire économique, ont pourtant prié pour que les Etats volent à leur secours en les arrosant de centaines de milliards de dollars pour les sauver du naufrage. Et ce sont les mêmes qui ont multiplié le lobbying pour que le plan d'aide à la Grèce soit le plus sévère possible. L'hypocrisie, là encore, est générale. Rappelez-vous, au passage, qu'une infime partie des colossales sommes d'argent prêtées à la Grèce était destinée, avant tout et en priorité, à rembourser les créanciers privés, notamment des banques en Allemagne et en France. Au moins 90 % de l'argent prêté était destiné à revenir dans les établissements financiers des pays prêteurs. Ce n'était pas un sauvetage de la Grèce, mais, encore une fois, un sauvetage des banques !

Les leaders de la zone euro et les Etats-Unis ont multiplié les critiques sur la Grèce et son incapacité à collecter l'impôt et à enrayer l'évasion fiscale...

Les pays riches ont créé la plus belle architecture mondiale pour favoriser l'évitement fiscal et l'évasion fiscale, et surtout brouiller les frontières entre les deux. A tel point d'ailleurs que, depuis la crise de 2007, ils découvrent l'ampleur du manque à gagner et viennent de pousser l'OCDE [*Organisation de coopération et de développement économiques*] à agir et proposer des pistes de réformes. Mais quand le reste du monde demande, comme à Addis-Abeba, de créer un comité fiscal international placé sous l'égide de l'ONU, ils freinent comme jamais. Pourquoi ? Parce que les pays riches et leur institution, l'OCDE, pensent qu'on peut réformer le système financier actuel. Or, on ne peut pas réformer un système irréformable. Il faut en changer. Et le faire serait remettre en cause l'ensemble qui bénéficie aux pays riches. N'est-ce pas la preuve d'un double discours qui met en lumière l'hypocrisie des pays riches, sur la Grèce comme sur le reste du monde ?

Christian LOSSON Envoyé spécial à Addis-Abeba (Ethiopie)